

**Agriculture - La France s'engage
dans le défi mondial pour la santé
des sols (Global Soil Health
Challenge) - Communiqué de presse
du ministère de l'agriculture et de
l'alimentation**
(Paris, 12 septembre 2018)

La France s'engage en faveur de la santé des sols en adhérant à l'initiative "défi mondial pour la santé des sols" (Global Soil Health Challenge), aux côtés de l'Etat de Californie aux Etats-Unis.

Stéphane Travert, ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, a signé la déclaration du "défi mondial pour la santé des sols", qui a été remise ce 12 septembre lors d'un événement sur les sols agricoles organisé par la Californie en marge du Sommet mondial de l'action climatique de San Francisco, rendez-vous mondial des collectivités territoriales en faveur du climat.

La France et la Californie partagent l'objectif de préservation des sols fertiles, non dégradés et contribuant aux enjeux climatiques et de biodiversité.

Le défi mondial pour la santé des sols appelle en particulier les gouvernements nationaux et les collectivités à passer à l'action, en développant des programmes et des politiques favorables aux sols, notamment dans le cadre de leur contribution à la mise en oeuvre de l'accord de Paris pour le climat.

La France confirme ainsi son attachement à faire de l'agriculture une solution pour le climat, notamment en promouvant des pratiques agro-écologiques favorables aux sols et à la séquestration de carbone. C'est également dans cet esprit que la France avait lancé lors de la COP21 l'initiative "4 pour 1000 : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat", qui sera également présentée lors du sommet climat de San Francisco.

Stéphane Travert l'affirme : "Pour être efficace et conduire à une réelle transition vers des agricultures plus durables, partout dans le monde, ce sont tous les acteurs qui doivent être mobilisés aux côtés des agriculteurs ... et ainsi contribuer à l'atteinte des objectifs de l'accord de Paris, des objectifs de développement durable, permettant aux agriculteurs de vivre de leur travail et de contribuer à la sécurité alimentaire" /.

(Source : site internet du ministère de l'agriculture et de l'alimentation)